

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE BELLOM

Chronique des questions ouvrières et des assurances sur la vie

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 680-683

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__680_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

VI

CHRONIQUE DES QUESTIONS OUVRIÈRES ET DES ASSURANCES SUR LA VIE

Le monopole des assurances en Italie. — En vertu de la loi qui a créé l'Institut national italien chargé de réaliser l'application du monopole, les sociétés privées étaient bénéficiaires d'un délai de dix ans pour leur liquidation et la cessation de leurs opérations et cela sous certaines conditions qui ne laissaient pas d'être lourdes. Le plus grand nombre d'entre elles ont immédiatement effectué la cession de leur portefeuille : parmi elles on cite le *Monde*, la *Caisse paternelle*, l'*Urbaine*, la *New-York*, le *Fenix*, la *prima Ungharese*, l'*Aurore*, la *Bavarese*, la *Prussiana*, la *Berlinèse*, la *Fenise austriaca*, la *Basilea*, la *Populare di Milano*, la *Reala Vita di Milano*, la *Norvich*, la *Fondiaria*, la *Societa Catholica di Verona*.

Le capital assuré dont l'Institut national put, grâce à ces cessions de portefeuilles, disposer dès le début de ses opérations fut de 800 millions environ, l'accroissement de ses affaires et l'acquisition du portefeuille de la Caisse coopérative des pensions de Turin ont porté ce capital à plus d'un milliard.

Le crédit coopératif en Italie. — En vue de faciliter les prêts aux diverses institutions coopératives et aux unions de ces institutions, une banque du travail a été créée sous le nom d'Institut national de crédit coopératif, avec un capital initial de 7.450.000 francs et grâce aux contributions d'un grand nombre de banques et de Caisses d'épargne, notamment de la Caisse d'épargne de Rome et de Milan respectivement pour 300.000 et 500.000 francs, à fonds perdus.

Les associations ouvrières de production en France. — D'après les états annuels fournis par les préfets et dressés conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 décembre 1906 sur la statistique des Sociétés coopératives, les Associations ouvrières de production dont le caractère a été défini par la circulaire du 29 décembre 1906, c'est-à-dire les Associations formées, en principe, par des ouvriers pour l'exercice en commun de leur profession, étaient caractérisées au 1^{er} janvier 1913 par les chiffres suivants qui ne visaient point la presque totalité des diverses Sociétés de production agricole (laiteries, beurreries, fromageries, distilleries, sucreries, Associations viticoles, etc.) constituées en vue de transformer et de vendre en commun les produits récoltés individuellement par leurs membres : cette transformation et cette vente ne sont pas, en effet, effectuées ordinairement par les sociétaires eux-mêmes, mais par un personnel spécial salarié par la Société.

Sur les 476 Associations ouvrières de production, signalées comme existantes, 438 Associations (soit 92 %, d'entre elles) ont annoncé leur chiffre d'affaires dont le total s'élève à 71.309.000 francs. Elles se répartissent comme suit entre les professions.

| | Nombre de sociétés | Chiffre d'affaires |
|--------------------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | francs |
| Agriculture, forêts | 7 | 355.000 |
| Mines et carrières | 6 | 538.000 |
| Alimentation | 5 | 1.187.000 |
| Industries chimiques | 1 | 205.000 |
| Bois, liège, tabletterie | 43 | 3.766.500 |
| Métaux | 28 | 14.016.000 |
| Travaux publics et bâtiment | 134 | 18.078.000 |
| Industries du livre et du papier | 77 | 5.952.000 |
| Industries textiles, vêtement | 46 | 4.776.500 |
| Cuir et peaux | 20 | 2.547.500 |
| Travail des pierres, verrerie | 27 | 12.383.500 |
| Transport et manutention | 32 | 7.002.000 |
| Divers | 12 | 504.000 |
| Totaux | 438 | 71 309.000 |

Sur ces 476 Associations ouvrières de production, 466 (c'est-à-dire 98 % d'entre elles) ont fait connaître le nombre de leurs sociétaires dont le total atteint 19.097. Elles se répartissent comme suit d'après les groupes de professions :

| | Nombre total des sociétés | Nombre des sociétés indiquant le nombre des sociétaires | Nombre des sociétaires |
|-----------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| | | | |
| Agriculture, forêts | 7 | 7 | 196 |
| Mines et carrières | 6 | 6 | 503 |
| Alimentation | 5 | 5 | 919 |
| Industries chimiques | 1 | 1 | 7 |
| Bois, liège, tabletterie | 46 | 45 | 1.016 |
| Métaux | 33 | 31 | 3.053 |
| Travaux publics et bâtiment | 146 | 145 | 1.697 |
| Livre et papier | 81 | 80 | 4.366 |
| Textiles, vêtement | 55 | 50 | 2.818 |
| Cuir et peaux | 22 | 22 | 1.030 |
| Travail des pierres, verrerie | 28 | 28 | 2.083 |
| Transport, manutention | 34 | 34 | 1.141 |
| Divers | 12 | 12 | 238 |
| Totaux | 476 | 466 | 19.097 |

340 Associations occupent des ouvriers auxiliaires ; au nombre de 7.535 en période d'activité normale avec 13.918 sociétaires, travaillant ou non dans ces Associations.

Ces ouvriers auxiliaires se répartissent comme suit par professions :

| | Nombre de | | |
|--------------------------------------------|------------|---------------|--------------|
| | sociétés | sociétaires | Auxiliaires |
| Agriculture, forêts | 5 | 163 | 55 |
| Mines et carrières | 4 | 339 | 31 |
| Alimentation | 3 | 454 | 47 |
| Industries chimiques | 1 | 7 | 2 |
| Bois, liège, tabletterie | 36 | 676 | 505 |
| Métaux | 23 | 2.979 | 1.266 |
| Travaux publics et bâtiment | 118 | 1.465 | 2.072 |
| Industries du livre et du papier | 58 | 3.209 | 724 |
| Industries textiles, vêtement | 33 | 2.187 | 481 |
| Cuir et peaux | 14 | 56 | 212 |
| Travail des pierres, verrerie | 15 | 919 | 1.657 |
| Transport et manutention | 26 | 878 | 455 |
| Divers | 4 | 77 | 28 |
| Totaux | 310 | 13.918 | 7.535 |

Sur ces Associations, 101 (soit 30 %) dont 48 appartenant à l'industrie du bâtiment, occupent un nombre d'ouvriers auxiliaires supérieur au nombre de sociétaires lequel ne représente pas, dans un grand nombre de cas, celui des sociétaires travaillant à l'entreprise.

475 Associations se répartissent ainsi entre 73 départements :

Ain 6, Aisne 2, Allier 5, Alpes-Maritimes 2, Ardennes 5, Ariège 6, Aube 4, Aude 1, Bouches-du-Rhône 9, Cantal 3, Charente 3, Charente-Inférieure 1, Cher 4, Corrèze 3, Corse 1, Côte-d'Or 2, Côtes-du-Nord 5, Creuse 3, Dordogne 2, Doubs 3, Eure 1, Finistère 9, Gard 9, Haute-Garonne 6, Gers 3, Gironde 9, Hérault 5, Ille-et-Vilaine 9, Indre 7, Indre-et-Loire 2, Isère 4, Jura 14, Landes 1, Loir-et-Cher 1, Loire 5, Loire-Inférieure 2, Loiret 2, Lot-et-Garonne 5, Maine-et-Loire 7, Marne 1, Meurthe-et-Moselle 1, Meuse 1, Morbihan 1, Nièvre 7, Nord 14, Oise 4, Pas-de-Calais 3, Puy-de-Dôme 3, Basses-Pyrénées 2, Hautes-Pyrénées 2, Rhône 24, Haute-Saône 2, Saône-et-Loire 3, Sarthe 2, Savoie 1, Haute-Savoie 4, Seine 167, Seine-Inférieure 9, Seine-et-Marne 2, Seine-et-Oise 5, Deux-Sèvres 1, Somme 4, Tarn 7, Tarn-et-Garonne 2, Var 2, Vaucluse 1, Vendée 4, Vienne 4, Haute-Vienne 14, Vosges 1, Yonne 5, Alger 2, Constantine 2.

Au 1^{er} janvier 1912, ces Sociétés étaient au nombre de 496. Le nombre des Sociétés signalées comme créées en 1912 s'élevait à 24, tandis que le nombre des Sociétés signalées comme dissoutes atteignait 57, soit une diminution numérique de 33 Sociétés, tandis que d'après le rapprochement entre le nombre total des Sociétés signalées comme existant au 1^{er} janvier 1912 et le nombre total des Sociétés signalées comme existant au 1^{er} janvier 1913 la diminution numérique se réduit à 20 Sociétés. Cette différence résulte de ce que les états statistiques signalent en 1913, pour la première fois, des Sociétés qui ont été créées antérieurement à l'année précédente et dont l'existence n'avait pas encore été portée à leur connaissance.

24 Associations de production fondées en 1912, se répartissent comme suit par département :

Creuse 1, Haute-Garonne 1, Rhône 1, Saône-et-Loire 1, Seine 13, Seine-Inférieure 1, Seine-et-Oise 1, Var 1, Vienne 2, Yonne 1, Alger 1.

57 Associations ouvrières de production ont été dissoutes en 1912. Elles se répartissent comme suit par département :

Ain 1, Aisne 1, Ardennes 1, Aude 1, Doubs 2, Eure 2, Gers 1, Hérault 1, Isère 1, Jura 1, Loire 2, Lot-et-Garonne 1, Marne 1, Morbihan 1, Nièvre 1, Rhône 1, Savoie 1, Seine 34, Seine-et-Marne 1, Deux-Sèvres 1, Alger 1.

L'assurance contre le chômage. — L'association internationale de la lutte contre le chômage a discuté, dans sa première assemblée générale tenue à Gand en septembre 1913, la question de l'assurance contre le chômage. Le rapporteur général, M. Édouard Fuster, affirme ses préférences pour l'obligation. Cette thèse fut combattue au nom des libéraux, d'abord par moi-même, puis, par M. Émile Dupont, directeur des docks du Havre. L'assemblée adopta, comme conclusion du débat, sur la proposition du Comité international de l'association, le texte suivant :

« I. Des constatations faites par les rapporteurs, à la suite des expériences faites en Grande-Bretagne et ailleurs, on peut conclure que les esprits paraissent s'orienter :

« 1^o Vers l'obligation de l'assurance, avec triple versement de l'ouvrier, du patron et de l'État, du moins pour certaines professions, obligation complétée par l'encouragement à l'assurance volontaire ;

« 2^o Vers la conception qui fait de la remise en travail la principale protection de l'assurance-chômage et de l'organisation du placement la condition indispensable de l'assurance ;

« 3^o Vers une organisation basée sur la coopération des associations professionnelles.

« II. Au contraire, l'on n'est pas au clair sur le meilleur régime financier à adopter pour cette assurance, l'expérience anglaise notamment étant trop récente et ayant débuté dans une période de prospérité économique trop exceptionnelle pour qu'on puisse se prononcer sur les répercussions financières. »

Cette expérience a été, d'une part, résumée devant l'assemblée par M. Beveridge, l'éminent directeur du service officiel des bourses anglaises du travail, et, d'autre part, analysée par lui dans tous ses détails au cours du rapport qu'il a présenté aux pouvoirs publics.

a) D'après son exposé à Gand, les fondateurs du régime ont jugé indispensable une révision périodique du taux des cotisations ; de plus, il est malaisé de déterminer les causes du chômage, en particulier de distinguer le chômage volontaire de l'ouvrier et le chômage imposé au travailleur par des circonstances économiques. En outre, les bourses du travail apparaissent comme offrant, au point de vue pratique, pour la réalisation de l'assurance-chômage, une valeur supérieure à celle des mutualités mi-patronales, mi-ouvrières. Enfin les quatre caractères suivants définissaient le régime britannique : 1° l'obligation de l'assurance que le législateur anglais avait adoptée de peur que 80 % des travailleurs, étrangers aux syndicats, ne fussent exclus du système ; 2° la limitation de l'effort obligatoire, non seulement à un minimum que la libre association devait compléter au besoin, mais encore à des professions déterminées par suite de la différence constatée d'une industrie à l'autre pour la période de travail normal ; 3° la limitation de l'indemnité à une semaine pour cinq semaines de cotisation afin, d'une part, de tenir compte des travailleurs qui passent alternativement d'une occupation à une autre et, d'autre part, d'éviter les abus ; ces mesures résultaient du souci du législateur anglais de créer une assurance affranchie de tout service de pension, et de laisser à l'ouvrier le soin, en cas de chômage dû à sa santé, de recourir à l'assurance-invalidité et, en cas de chômage consécutif à une crise économique, de chercher du travail dans une autre profession ; 4° la garantie de l'avenir financier du système, et cela, d'une part, grâce à la prudence dans le calcul des cotisations et, d'autre part, grâce au caractère du concours de l'État en cas de déficit, ce concours étant limité à un prêt, c'est-à-dire obligeant les patrons et les ouvriers à éviter le coulage et à développer la stabilité du personnel. A ces considérations, M. Beveridge ajoutait l'affirmation du rôle essentiel dont la remise du chômeur au travail devait jouir en matière d'assurance-chômage de préférence au service d'une indemnité ;

b) Quant au rapport officiel de M. Beveridge, il constitue un document magistral, dont toutes les parties se tiennent et dont le développement s'oppose à une analyse aussi brève que celle d'une chronique, intitulé : *First Report on the proceedings of the Board of trade under the part II of the national insurance act 1911 (unemployment insurance)* ; il a fait de ma part, dans le *Journal des économistes* (1), l'objet d'une analyse conforme à sa valeur et à son étendue.

Maurice BELLOM.
